

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19034 - 74ÈME ANNÉE

Manifestation de la CGPER

Aucune retraite en dessous de 75 % du SMIC

Hier à l'appel de la CGPER, une manifestation d'agriculteurs a rappelé que ce secteur reste en crise. Toutes les générations sont concernées, en particulier les aînés que le système condamne à la pauvreté.



Au bout de dizaines d'années de travaux harassant, des retraites de misère. (photo Toniox)

Hier à Saint-Denis, une manifestation de la CGPER est allée de l'ancienne gare à la préfecture. Les agriculteurs ont voulu alerter les autorités sur un certain nombre de points. Des dizaines d'années de travaux harassants et au bout du compte un retraite inférieure au montant

mensuel du RSA, c'est le quotidien de 64 % des agriculteurs, 25 % des retraités perçoivent même moins de 100 euros par mois, souligne la CGPER, qui revendique une retraite minimum à 75 % du SMIC. Le syndicat interpelle le gouvernement sur la déclinaison à La Réunion d'un plan de soutien à l'agriculture d'un montant total de

5 milliards d'euros. La CGPER estime que 521 millions d'euros devraient être mis à la disposition des agriculteurs réunionnais dans ce cadre.

La CGPER demande également l'extension aux producteurs indépendants l'accès aux aides POSEI, et affirme également que l'Europe doit tenir ses engagements au sujet

du POSEI dont l'enveloppe globale ne doit pas baisser.

Ces trois sujets ont fait chacun l'objet d'une motion qui a été remise à l'État par une délégation reçue à la préfecture. A cela s'ajoute une autre revendication précisée hier : que les négociations soient de nouveau ouvertes avec Tereos au sujet du prix de la canne. A quelques semaines du début de la campagne sucrière, ceci souligne que l'accord obtenu l'an dernier est loin de répondre à toutes les attentes.

La crise devant nous

Ces difficultés rencontrées par l'agriculture illustrent celles plus larges de l'économie réunionnaise. Elles rappellent que lors des Assises des outre-mer, une des principales revendications de patrons était le maintien de la défiscalisation. Le président de la République soutient cette proposition, en s'engageant à maintenir cette subvention de l'État jusqu'en 2025. Rappelons également que la commande publique représente plus de 80 % de l'activité du BTP. Or cette crise ne peut que s'amplifier dans le cadre actuel, celui qui refuse que les Réunionnais aient accès à la responsabilité.

Cette économie réunionnaise, et notamment l'agriculture, sera confrontée aux effets de l'accord de partenariat économique que l'Union européenne veut signer avec les pays voisins. L'objectif des Européens et d'avoir un accès plus grand aux marchés de ces pays en développement, en

échange d'une ouverture totale du marché européen aux marchandises venant de notre région. Les négociations se passent sans que les Réunionnais soient consultés et encore moins associés pour qu'ils puissent défendre leurs intérêts.

En tant que région de l'Union européenne, La Réunion devra donc laisser entrer sans quota ni droit de douane des produits moins chers qui entreront directement en concurrence avec ce qui est fabriqué par son économie. L'agriculture est particulièrement concernée, car la totalité de sa production peut trouver son équivalent dans les importations provenant des pays voisins.

Le statut de région ultrapériphérique reste une protection très relative, car quand l'Union européenne a décidé d'abolir les quotas sucriers et donc d'ouvrir le marché européen du sucre à la concurrence mondiale, cette décision s'est appliquée à La Réunion, où le coût de production est plus élevé qu'en France de 300 euros par tonne de sucre. Malgré le fait que le quota de 300.000 tonnes n'allait pas déstabiliser un marché européen de plus de 15 millions de tonnes, cette protection de la production réunionnaise a été supprimée. Elle met la filière canne-sucre de La Réunion sous la dépendance d'une décision budgétaire prise en France sur le maintien ou pas d'une aide exceptionnelle pour compenser le surcoût.

La décision à La Réunion, pas à Paris

L'agriculture réunionnaise reflète aussi la situation sociale de notre île, avec un fort taux de pauvreté chez nos aînés. C'est la conséquence d'un système inadapté, car il rend extrêmement difficile l'accès à une retraite décente. Les cultivateurs et les éleveurs sont loin d'être les seuls concernés.

Notre île est en effet touchée depuis près de 50 ans par un chômage de masse. En conséquence, une part importante des travailleurs réunionnais ne peut pas justifier d'un nombre d'années suffisant pour bénéficier d'une retraite complète. Ce phénomène est accentué par l'augmentation de la durée minimale de cotisation pour avoir droit à cette retraite complète. En effet, rares sont et seront les Réunionnais qui pourront justifier de plus de 42 ans d'activités professionnelles déclarées.

Ce système condamne donc une grande partie des retraités à la pauvreté. C'est particulièrement le cas dans l'agriculture avec 25 % des retraités touchant une pension inférieure à 100 euros par mois, et 64 % sous le RSA. Les efforts des députés de La Réunion pour corriger cette injustice n'ont toujours pas abouti. Là encore, ceci montre que la prise de décision sur une question aussi sensible ne doit plus se situer à Paris, mais à La Réunion.

M.M.

In kozman pou la rout

« La vitèss na son tan, konfonn pa vitèss avèk présipitasyon »

Sa in kozman, mi pans, zot tout i koné pars dann bann match souvan dé foi i di sa é mèm fdann la koup di mond moin la antann in komantèr apré di zafèr konmsa. Prèss aou si ou vé, mé prèss aou dousman. La pridans i tonm gro momon la sékirité. Konbien foi désèrtin i fil an flèsh épi i bros z'ot mizo atèr. Konbien foi moin la fine vi demoun kapote dann kivète alé oir pou zot zot i sava gingné. Sa lé pa vré arienk pou l'éspor sa ! Sa lé vré galman pou tout sak ou i fé dan la vi. Tro d'vitèss sé pèrd son tan.alé zis konm k'i fo é out afèr va marsh o poil. Sansa tansyon pangar. Alé ! Mi kite azot roflèshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé !

Edito

Chlordécone et leucose bovine : différences entre la France et les anciennes colonies intégrées à la République

Ce vendredi, une conférence de presse tenue notamment par Michèle Rivasi et Younous Omarjee, députés au Parlement européen, avait pour thème le scandale du chlordécone. Cette démarche s'inscrit dans un mouvement plus large contre les pollutions couvertes par des mesures dérogatoires. Voici la présentation de cet événement :

«Face à l'épidémie de scandales sanitaires et des maladies liées à des facteurs environnementaux, nous avons décidé d'organiser une marche baptisée vérité et justice pour la santé environnementale qui s'est lancée le premier mai de Fos-sur-mer pour arriver à Paris le 30 juin. Parce que les pouvoirs publics, nous mentent, nous désinforment et diffèrent toute action pour réduire l'écosystème toxique qui nous environne, nous marchons pour exiger ensemble des mesures concrètes pour faire face à cette terrible crise sanitaire et pour que soient enfin reconnus et pris en compte dans une politique de prévention les facteurs de risques environnementaux.

Nous avons voulu clôturer cette marche sur le scandale d'Etat que représente le chlordécone.

Le chlordécone est un insecticide cancérigène, perturbateur endocrinien, neurotoxique et spermatotoxique utilisé pour lutter contre le charançon du bananier. Interdit en France dès 1990, il a continué à être utilisé jusqu'en 1993 par dérogation aux Antilles françaises. Un scandale sanitaire qui ne peut pas rester impuni. Réclamons ensemble Vérité et Justice !»

Un article paru hier sur le site de «l'Humanité» rappelle le résultat d'une étude de Santé publique

France publiée en février dernier : «92 % des Martiniquais et 95 % des Guadeloupéens étaient contaminés par ce pesticide. Puis, entre avril et mai, des résidus de ce même poison étaient retrouvés dans l'eau du robinet des habitants de la commune de Goubeyre, en Guadeloupe».

Ce poison a été interdit en 1976 aux Etats-Unis, classé cancérigène en 1979, mais seulement interdit plus de 10 ans plus tard en France et 14 ans après dans les plantations de bananes antillaises.

La Martinique détient d'ailleurs un taux de prévalence record de cancers de la prostate, souligné notre confrère. Tout cela à cause d'une dérogation pour satisfaire les intérêts économiques d'une minorité.

Notre île est également concerné par ce décalage dans l'application de la réglementation. En France, quand un animal d'un élevage est atteint de leucose bovine, tout le cheptel est retiré du circuit alimentaire. A La Réunion, la viande peut être consommée.

Ceci rappelle que la Guadeloupe, la Martinique, La Réunion, ce ne sont pas la France. Car dans ces pays, le statut de département n'empêche pas que des décisions impactant la santé publique soit prise en dérogation au droit commun, pour protéger certains intérêts. Il est grand temps que les Réunionnais puissent avoir la responsabilité de décider ce qui est bon pour eux dans les affaires qui les concernent.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Lyèw avèk tortu - zistoir basinn lo-katriyèm morso

Tout zanimo lé kontan. Tout i romèrsyé tortu pou sak èl la fé épi la bien fé. Tortu i parde, i fo oir pou kroir. In pé plis li oi ali kalif an ranplasman lo kalif. Mé néna inn lé pa kontan é l'apré kon m i di, rimine son vanjans. Lyèw lé pa kontan, pars tout réisite pou in n'ote, i arsanm in l'éshèk pou li. Li domann ali, kosa li pé fèr pou bate atèr lo réisite Tortu. L'avé inn foi, pou inn bone foi, méisyé lo foi, la manz son foi, avèk in grinn sèl.

Gran matin, bann zanimo i lèw. Sétaki néna son korvé pou fé. In pé i pass dé doi fané d'lo dsi z'ot figir. Mé antansyon ! Kosa l'arivé, dolo lé sal, i pi mové ; kosa l'arivé don ? Tout zanimo i sava rann kont par zot mèm koté lo basin. Mon dyé ségnèr, basin lé an bou épa raienk sa si ou i tienbo kont lodèr. Lo roi i fé in rényon ; Partou i fé konmsa. Lo roi lé grav. Li di : « L'ariv in n'a fèr grav ! Moin lé sir néna in mové sizé la dsou, mé kisa i p é trap ali dsi lo fé ? ». Shoval i réponn li gingn. Bèf i réponn galman li gingn. Tortu i di son tour : li osi li gingn. Kan tortu la kozé, tout zanimo sé d'pète a rir. Lo roi i désid : « Sé shoval v'alé an promyé ! ». Tout zanimo i aplodi : sak i bate la min i bat la mi, n, sak i bate sabo i bate sabo, sak i kriy i kriy suivan z'ot prop manyèr aplodir.

Kriké méisyé ! Kraké Madam ! La klé dann mon posh, la taye dann mon sak !

Kan solèye i lav son pyé, shoval i sava koté basinn lo pou li mont la gard. I gard a gosh, li gard a droit ; li prépar son sabo pou li donn digaz lo malfondé va vni Sali dolo... Toudinkou, dsi l'ko de sizèr d'soir shoval i an apèrsoi bann rozo i bord lo basin l'apré bouzé. Aprés in pti tête liyèw i sort dann lo bann rozo. Lyèw i di : « Alor shoval, kouk ou i rakont ? Ou la vni avèy dolo ou la ? ». Shoval i fé pou répons : «Oui, mi vien avèy dolo é si ou i fé kékshoz pa bon, in kou d'sabo, mi démont out mashoir ! ». Lyèw i ropran la parol : « Ou i démont mon mashoir ? Ou i démont mon mashoir ! domaz pars moin l'amenn in gran boutèye bon myèl pou ou. Ou i véré koman sa lé bon ».

Shoval i réponn : « Lyèw alon fé la par an parmi bann shoz. Si ou l'amenn domyèl pou moin, donn amoin mé tosuh pa d'lo ! ». Lyèw i fé pou trépons : «Shoval, mi vé bien donna ou mon myèl, mé moin la pèr kou d'sabo. Si ou i lèss amoin amar out pate dovan avèk sète déyèr, mi donn aou in gran boutèye domyèl. Solman fé pa linbézil pars sa sé in n'afèr i ko pa fé avèk moin ! ».

Lyèw i pran in gran kord. Li amar lo pate dovan shoval épi lo dé pate aryèr épi ké dé pate fdovan avèk lo dé pate déyèr. Li koush shoval dsi koté. In dèrnyé bout la kord, li entour la tête é shoval lé pi danzéré. Lyèw i asiz épi li mète a manj son myèl ékan li la fini, li bingn dann lo, li grouye la tèr épi la bou, san konté li piss-kaka d'dan. Kan li la fini, li sava épi li di : « Bonuite shoval ! alé rann kont lo roi. »

Shoval i rèss san réaksyon ; li pass la nuite tèrla mèm. Landomin, mèm sénaryo la vèye m mé so foi isi kan bann zanimo i ariv zot i oi shoval anmaré avèk inn gatur. Ala ké bann zanimo i nétoiye lo basin é i domann shoval kosa l'arivé. Shoval i réponn in group bandi la anmar ali, zète ali atèr épi Sali do lo.

Ala ké lo roi so kou isi i di : « Sé bèf va gardienn lo asoir ! Bèf lé for , son korn lé gran.avèk li ponn pétar é lo bann malfondé la fé déga zot i oi, z'ot kont lé bon » .

La pankor fini - katriyèm morso pou samdi proshin.

Justin